

Monsieur Charles PETER
6 Avenue Léon Blum
94700 MAISONS ALFORT

Paris, le jeudi 22 février 2018

N/Réf. : CNIL-49834-1515577724
Référence à rappeler dans toute correspondance

Monsieur,

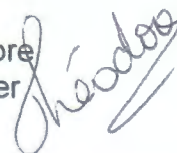
J'ai bien reçu votre courrier parvenu à la Commission nationale de l'informatique et des libertés le 10 janvier 2018.

Vous nous indiquez que l'immeuble "l'expansion" situé 9 rue Georges Enesco à Créteil, héberge plusieurs entreprises et administrations. Un dispositif de vidéoprotection a été installé mais vous n'arrivez pas à identifier son responsable, aucun affichage n'ayant été mis en place. Vous nous précisez que le dispositif installé relève de la loi 95-73 du 21 janvier 1995.

Je vous informe que si les caméras sont installées dans un lieu ouvert au public, ce dispositif doit être autorisé par le préfet du département (articles L223-1 et suivants et articles L251-1 et suivants du code de la sécurité intérieure). Afin de connaître l'identité de la société qui a installé ce dispositif, nous vous invitons donc à prendre attache avec les services de la préfecture de Créteil.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fanny Theodore
Votre conseiller



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

3 Place de Fontenoy, TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 - 01 53 73 22 22 - www.cnil.fr